

INFORMATIONS
OUVRIÈRES
nouvelle série

N° **81** (2400)
Semaine du
21 au 27 janvier 2010
1,5 euro (soutien 2 euros)
ISSN 0813 9500

INFORMATIONS OUVRIÈRES

5729
abonnés reçoivent
ce numéro.
Et vous ?
(page 16)

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

Haiti. Les marines débarquent...

Alors que l'aide alimentaire et les médicaments peinent à arriver à la population, des marines américains ont pris le contrôle de l'aéroport, permettant à 12 000 soldats américains d'investir Haïti. Les centaines de milliers d'Haïtiens qui cherchent un peu d'eau et de nourriture ne sont pas des pillards. L'Entente internationale des travailleurs lance un appel à la solidarité avec le peuple d'Haïti. Pages 2 et 3



Photo AFP



Actualité Philips (Dreux), le préfet recule

A Dreux, les travailleurs de Philips imposent un premier recul, en contraignant le préfet à intervenir contre la fermeture du site.

Page 4

Retraites Le gouverne- ment lance sa contre- réforme

La direction du PS « assume » l'allongement de la durée de cotisation exigé par le gouvernement et demande même à y être « associée ».

Page 5

**22-23-24
janvier,**
**II^e Congrès
du POI**
17 février,
**meeting
à Paris**
Mutualité 20h

Pages 8 et 9



Parachutistes américains de la 82^e division aéroportée dans les rues de Port-au-Prince. Photo AFP

Souvenez-vous de Katrina...

Souvenez-vous de Katrina. Le 29 août 2009, aux Etats-Unis mêmes, le terrible ouragan rava-geait La Nouvelle-Orléans. 141 500 sinistrés. Des milliers de morts. Pour la plupart noirs. Des centaines de milliers de familles déplacées de force vers d'autres Etats. Des familles ayant tout perdu, accrochées aux toits de leurs maisons, s'entassant ensuite dans des camps de toile, sans eau potable, sans nourriture. Et l'en-voi par Bush, alors président des Etats-Unis, de plusieurs milliers de marines et de gardes nationaux « contre les pillards ».

Les mêmes images, quatre ans après. En Haïti cette fois. La détresse d'un peuple, l'effroyable carnage provoqué par un tremblement de terre, dont nul ne niera évidemment l'exceptionnelle violence... Et l'arrivée de 12 000 marines américains. Pour sauver les vies ? Une dépêche de l'AFP rapporte l'arrivée des parachutistes américains de la 82^e division aéroportée en vue d'établir « une base permanente » au nord de Port-au-Prince : « Les soldats du colonel Haynes sont armés de fusils d'assaut et de mitrailleuses légères. » Un matériel peu adapté, on l'admettra, à une mission de « sauvetage ». Ce n'est pas d'un protectorat armé dont a besoin le peuple haïtien, c'est au contraire du rétablissement de sa pleine souveraineté. C'était la conclusion de la commission internationale d'enquête qui a auditionné des centaines de témoins, en septembre dernier, en Haïti. C'est aujourd'hui, plus encore, une exigence dont l'Entente internationale des travailleurs et des peuples se fait l'écho dans un appel à la solidarité, que vous pouvez vous procurer auprès des militants du POI.

Reportage

Au lendemain du terrible tremblement de terre qui a déjà causé la mort de plus de 100 000 Haïtiens et totalement dévasté Port-au-Prince

Au nom de "l'aide humanitaire", l'armée américaine prend le contrôle d'Haïti

Jean-Pierre Raffi

Quatre jours après le tremblement de terre qui a ravagé Haïti, le nombre de morts s'élève à plus de 100 000. Un chiffre qui risque malheureusement de s'alourdir encore, vu le nombre de personnes disparues encore ensevelies et les conditions dans lesquelles tentent de survivre des millions d'Haïtiens sans abri, sans nourriture et sans eau, tandis que l'armée américaine prend le contrôle de l'île. « Colère et désespoir gagnent les Haïtiens », note le correspondant de l'AFP, Dave Clark. Les ruines et les rues, encombrées de gravas, sont jonchées de cadavres en décomposition. « Les gens sont affamés, assoiffés. Ils sont livrés à eux-mêmes » (15 janvier). « Sans Etat et face à l'inefficacité de l'Onu, les gens sont livrés à leur propre sort », confirme un universitaire brésilien, en mission en Haïti, cité par le journal brésilien *Folha de Sao Paulo* (14 janvier). « Les Haïtiens sont fatigués des promesses de ceux qui disent représenter la communauté internationale. » « En fin de compte, pourquoi sont-ils ici ? Après six ans d'occupation, les hôpitaux et les écoles sont en ruine », ajoute-t-il. « De quoi manque-t-on ? », explique à *Libération* (15 janvier) une infirmière française bénévole, accourue dès le premier jour. « De tout : médecins, infirmières, lits, médicaments, produits. » Le fait est là : ce qui est arrivé le plus vite en Haïti, ce ne sont pas les sauveteurs, mais l'armée américaine, les marines, les parachutistes, les navires de l'US Navy..., une armada qui a aussitôt pris militairement le contrôle des points stratégiques du pays.

Dix mille marines se sont déployés et ont pris entièrement Haïti sous leur contrôle. Un porte-avions nucléaire américain occupe le port dévasté. « Les parachutistes américains contrôlent l'aéroport de Port-au-Prince depuis vendredi (15 janvier). Reconnaissables à leurs bérets noirs et leurs blasons rouges et bleus flanqués de lettres "AA", ils appartiennent à la 82^e division aéroportée », note le correspondant de l'AFP. Et il rapporte cet incident survenu à l'entrée de l'aéroport : « "Passport américain seulement", répète en un français approximatif un GI, ordonnant à un fonctionnaire français de rebrousser chemin. »

100 millions

C'est, en euros, le montant débloqué par l'Union européenne. Soit exactement 10 euros par Haïtien.

« Plus loin, note-t-il, encore, un fonctionnaire du département d'Etat américain laisse passer un groupe qui accède à l'espace réservé aux citoyens des Etats-Unis. D'autres n'ont pas cette chance. Des centaines d'Haïtiens sont massés aux portes de l'aéroport dans l'espoir de quitter cet enfer. » « Du fait de la situation, il y a un risque majeur d'une crise d'immigration depuis Haïti », prévient le porte-parole des gardes-côtes de Miami (Etats-Unis). Un bâtiment garde-côtes patrouille depuis quelques jours au large de Port-au-Prince, un autre est en passe d'arriver. Comme pour bien souligner ses intentions, le gouvernement américain a nommé G. W. Bush, coprésident de la « Mission de sauvetage d'Haïti », l'homme de la guerre



Photo AFP

"Il faut préserver l'ordre, arrêter les pillages, garantir les propriétés" ! C'est la première déclaration du ministre français des Affaires étrangères, M. Kouchner, alors que les morts se comptent déjà par dizaines de milliers et les sans-abris par millions.

en Irak et en Afghanistan, celui qui n'a pas bougé le petit doigt pour porter secours aux centaines de milliers de victimes, en majorité noires, du cyclone Katrina, à La Nouvelle-Orléans.

De son côté, selon son directeur général, M. Strauss Kahn, le FMI se dit prêt à débloquent quelques millions de dollars d'aide. Mais, avec les banques internationales créditrices, il continue d'exiger le paiement intégral de la dette externe qui, depuis des années, saigne le peuple et la nation haïtiens.

Pour la palme du cynisme et de cette morgue propre aux nantis, on n'oubliera pas de sitôt la première réaction du ministre français des Affaires étrangères, le « french doctor » Kouchner. Quelques heures à peine après la catastrophe, alors que des milliers d'Haïtiens étaient ensevelis sous les ruines, que les morts se comptaient déjà par dizaines de milliers et les sans-abris par millions, il déclare : « Il faut préserver l'ordre, arrêter les pillages, garantir les propriétés » ! Et le ministre des Affaires étrangères du Brésil et du gouvernement Lula, Celso Amorim, renchérit : « Il est clair que cette tragédie requiert une attention spéciale en ce qui concerne l'ordre et la sécurité. D'autant plus que les prisons ont été détruites » (*O Estado*, 14 janvier).

« Ce qui est ici en accusation, c'est bien, comme le souligne l'appel de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, la politique de l'ensemble des gouvernements qui ont conduit durant des années ce pays, ce peuple pauvre parmi les pauvres, à l'abîme de misère dans lequel l'a saisi le tremblement de terre. Et qui font mine aujourd'hui de pleurer sur le sort du peuple haïtien.

Ce qui ravage Haïti, c'est en vérité une catastrophe sociale, politique, économique, dont les responsables sont ces gouvernements et nuls autres. »